



LETTRE OUVERTE À RENAUD MUSELIER PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR,

Marseille, le 12 novembre 2024

Monsieur le Président,

La CGT des personnels de la Région PACA tient à alerter et prendre ses responsabilités face à la catastrophe sociale annoncée s'il n'y a pas une rupture immédiate avec les choix politiques budgétaires tant nationaux que régionaux.

Oui, une catastrophe sociale se profile. 40 milliards d'euros de réduction dans les dépenses publiques nationales et 42 millions d'euros dans le budget régional, ce ne sont pas que des chiffres. Concrètement, c'est moins de service public et, moins de service public, c'est moins d'agents pour la bâtir et le rendre.

**Ce qui est annoncé porte un nom :
un plan de licenciement d'envergure dans la fonction publique et la misère généralisée
pour la partie de la population dont le service public est le seul bien commun.**

Nous ne sommes pas dupes. La CGT par son expérience, son implantation dans tous les corps de métiers, par ses relations avec les syndicats du monde entier connaît exactement les conséquences de l'austérité si elle n'est pas stoppée.

Nous refusons d'être des variables d'ajustement de plans de comptes froids refusant de récupérer l'argent dans les poches des milliardaires.

Nous refusons de payer les pots cassés des choix politiques, de celles et ceux qui ont décidé d'être les représentants d'une infime minorité de privilégiés et qui ont décidé d'obéir aveuglément au pacte de stabilité dicté par l'union européenne.

**Car parlons concrètement : qu'est-ce qu'on réduit encore alors que nous sommes déjà à l'os ?
Qu'allez-vous couper ? Quelles missions avez-vous prévu de supprimer ?**

Pas les Jeux Olympiques d'hiver, nous l'avons bien compris. Et pourtant quel non-sens écologique pour une Région qui se prétend verte et se prévaut d'avoir une COP d'avance. Et quelle gabegie d'argent public : 50.000 euros de cotisations de droit d'entrée déjà versés ; 462 millions d'euros d'argent public annoncés mais des estimations déjà à la hausse, selon un rapport de l'IGF, évaluées à minima entre 800 et 900 millions d'euros.

Pas la surveillance généralisée, quitte à être en dehors de nos compétences, nous l'aurons compris aussi, avec les 10 millions versés pour les forces de l'ordre et la vidéoprotection.

Alors quoi ? Nos trains régionaux avec la suppression de lignes ? Nos organismes de formations professionnelles avec la réduction des enveloppes ? Nos lycées et leur entretien ? L'environnement, l'eau, l'agriculture ? Le sanitaire et social ?

Dites-le ! Quels dispositifs avez-vous prévus de faire disparaître ? De quel service public pensez-vous que la population peut se passer ? Qu'allez-vous faire des agents à qui vous réduisez les budgets depuis vos lignes directrices de gestion aggravées par les coupes budgétaires annoncées (déjà anticipées avant même le vote du budget à l'Assemblée nationale) ? **Les centaines d'agents contractuels précaires sont-ils sur la sellette dans un plan de licenciement déguisé ? Les départs à la retraite seront-ils remplacés ?**

Car, l'heure est désormais venue d'assumer vos choix politiques et de dire la vérité aux agents.

À la CGT des personnels de la Région PACA, nous ne nous résignons pas.

Nous vivons dans un pays où l'argent coule à flot. Le nombre de milliardaires a explosé. De 67 milliardaires il y a 10 ans, ils sont désormais 147 en 2024. Décider de serrer la ceinture de celles et ceux qui n'arrivent déjà plus à vivre ; décider de ruiner nos hôpitaux publics, de ruiner la santé de la masse des travailleuses et travailleurs ; décider de s'en prendre à nos enfants en leur détruisant leur système scolaire ; décider de faire porter la responsabilité du chômage sur les chômeurs, de la maladie sur les malades... tout cela procède d'un choix. Et, **la CGT des personnels de la Région PACA refuse ce choix.**

Nous refusons que 90% de la population soit prise en otage par les millionnaires et milliardaires qui s'offusquent de devoir partager et qui ont été prêts à voler des élections pour sauver leur argent.

Nous appelons les agents à se mobiliser, lors de **toutes les journées de lutte** pour l'emploi, pour nos services publics, de combat de conquêtes sociales afin que les richesses produites soient enfin redistribuées sur la masse de celles et ceux qui les produisent. Nous appelons les agents à s'organiser et à faire la démonstration que seul leur travail permet de faire tourner la collectivité.

Nous vous appelons également à porter les intérêts du Conseil Régional PACA, des agents qui la composent et des habitants de la Région, et pour cela mener réellement la bataille contre les coupes budgétaires, en vous positionnant contre l'application de 3 jours de carences pour les agents, en soutenant les choix politiques qui permettraient d'augmenter les recettes et en étant clair sur les choix que vous faites, en toute transparence.